

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

**Olivier Roy, *La sainte ignorance. Le temps de la religion sans culture*, Paris, Seuil, 2008, 276 pages**

« Pourquoi des dizaines de milliers de musulmans en Asie centrale deviennent-ils chrétiens ou témoins de Jéhovah ? Comment une Eglise protestante évangélique peut-elle s'enraciner au Maroc et en Algérie ? Pourquoi l'évangélisme protestant fait-il une percée extraordinaire au Brésil ou en Afrique de l'Ouest ? Comment expliquer que la religion qui croît le plus vite dans le monde soit le pentecôtisme ? Pourquoi le salafisme radical attire-t-il des jeunes Européens, blancs ou noirs ? Comment se fait-il que les défenseurs de la tradition anglicane conservatrice soient aujourd'hui nigériens, ougandais ou kényans ? Pourquoi les orthodoxes slaves sont-elles, à l'inverse du protestantisme, repliées sur les identités nationales, tout comme l'hindouisme ? Pourquoi le bouddhisme fait-il une percée en Occident ? Pourquoi l'exacerbation idéologique de la religion en Iran conduit-elle à une sécularisation de la société civile ? » (p. 15).

En quelques exemples bien choisis, Olivier Roy dessine le nouveau paysage religieux mondial, marqué par la distorsion des liens traditionnels entre les territoires et les identités, la religion et la culture. Deux dynamiques jouent un rôle essentiel dans cette reconfiguration du religieux aujourd'hui : la déterritorialisation et la déculturation. La première renvoie aux processus de circulation non seulement des personnes (le phénomène ne concerne que 3% de la population mondiale) mais surtout des idées, des biens culturels, des informations, et de manière plus générale des modes de consommation. L'ancrage territorial de ces pratiques et croyances s'est désormais distendu, renforçant à l'échelle mondiale des mouvements de fluidité et d'hybridation inédits. Mais pour que cette circulation du religieux se fasse, il faut que la religion n'apparaisse plus comme le produit localisé d'une culture précise dont il conviendrait de saisir au préalable le sens indigène. Pour circuler, et circuler en temps réel, l'objet religieux doit paraître universel, délesté de tout savoir, porté par la seule force motrice du croire. Ces deux nouvelles réalités, déterritorialisation et déculturation, discréditent la thèse fameuse du clash des civilisations, et ses différentes variantes, choc des cultures ou choc des religions. Cette théorie part, on le sait, de l'idée selon laquelle toute culture serait fondée sur une religion et que toute religion serait incarnée dans une culture. Dès lors, on ne pourrait pas dissocier culture occidentale et christianisme, culture arabe et religion musulmane. Or, selon Olivier Roy, la mondialisation est bien devenue aujourd'hui la matrice commune, le grand bain dans lequel se font et se défont les connexions des marqueurs religieux et culturels. L'ouvrage démonte également l'hypothèse, elle aussi complaisamment

diffusée, d'un « retour du religieux ». L'auteur montre en effet que les religions qui rencontrent aujourd'hui le plus de succès sont des formes récentes. S'il est vrai que les différents fondamentalismes prétendent revenir aux premiers temps de la révélation, leurs origines sont en revanche contemporaines. Le travail d'« invention des traditions » des fondamentalistes ne signifie aucunement un retour à des pratiques ancestrales qui auraient été abandonnées par la sécularisation, mais l'amorce d'une reformulation du religieux. On assiste probablement à une visibilité accrue du religieux. Mais on constate aussi que plus les jeunes catholiques participent aux Journées mondiales de la jeunesse, moins ils s'inscrivent dans les séminaires. L'exhibition du religieux peut donc cacher un déclin du religieux institutionnel. Vouloir se montrer peut s'interpréter comme une conséquence de l'intériorisation du fait minoritaire. Une nouvelle perception qui expliquerait aussi en partie la multiplication des procès pour « blasphème » ou diffamation.

On l'aura compris, l'ouvrage d'Olivier Roy est non seulement ambitieux, dans sa volonté de brasser l'ensemble des religions, mais aussi très novateur par son souci de refonder l'intelligence du religieux sur l'épreuve même de la mondialisation. Dans un livre précédent, et très justement remarqué, *L'islam mondialisé*, l'auteur présentait déjà son hypothèse majeure. Il montrait notamment que la forme du radicalisme islamiste contemporain, connu sous le nom de salafisme, loin de signifier un retour au temps fondateur, à l'âge d'une vie sociale et religieuse définie par la force des liens communautaires, devait au contraire s'interpréter comme le résultat des opportunités offertes par le monde contemporain aux individus de s'échapper de l'emprise de la société et de la culture de leurs origines.

Olivier Roy élargit désormais son analyse à l'ensemble des religions qui connaîtraient toutes des phénomènes comparables de sortie de leur bassin culturel originel, pour se transformer en produits d'un vaste marché mondial des croyances et des conduites. Il fallait la vaste érudition de l'auteur pour oser et réussir ainsi ce formidable pari. Peut-être que les savoureuses données autobiographiques, distillées en introduction, laissent entrevoir des dispositions particulières à mieux comprendre le jeu des tensions qui existent entre les diverses prétentions à penser une vérité absolue ! Les conséquences de ce découplage entre le religieux et le culturel sont nombreuses. La première est de contribuer à un durcissement des frontières entre « ceux qui croient au ciel et ceux qui n'y croient pas ». Là où l'on s'était habitué à reconnaître des dégradés de pratiques religieuses, des camaïeux d'intensité dans les croyances, bref l'existence d'un espace intermédiaire et tiède, peuplé de croyants non pratiquants, de messalisants et de pascalisants, d'incroyants culturellement religieux, il n'existerait qu'un face-à-face entre croyants et athées, tous figés dans des représentations inquiètes de l'Autre (l'intégriste ou le matérialiste, le « fou de dieu » et le « païen pornographique »). Tout un imaginaire de blocs s'est constitué, se nourrissant de peurs obsidionales, de fantasmes d'envahissement et de contamination, peu propices à la tolérance et au respect démocratique. La seconde conséquence de cette déculturation des religions se traduit par l'émergence d'un phénomène de standardisation du religieux. Olivier Roy analyse, à travers de très nombreux exemples, les modalités et les formes prises par ce formatage mondialisé des normes et des valeurs. Aujourd'hui, « les religiosités se ressemblent, même si les identités religieuses s'opposent ». Cette logique uniformisatrice n'obéit plus, comme cela pouvait

être le cas hier, à une volonté étatique de contrôler et d'intervenir dans le spirituel ; elle se réalise désormais au nom des impératifs d'égalité et de liberté. Le projet national qui jadis dessinait l'horizon des politiques d'homogénéisation s'est transformé en un multiculturalisme généralisé, fondé sur quelques plus petits dénominateurs communs indexés pour la plupart à la revendication nominaliste des droits de l'homme. On peut citer ici l'auteur et son sens de la formule : « Le multiculturalisme revient à faire disparaître la profondeur culturelle et à mettre sous le nom de culture un jeu réduit de marqueurs religieux, analogiques les uns aux autres (prescriptions alimentaires et vestimentaires réduites à quelques signes, comme le voile). Le multiculturalisme, c'est le communautarisme réduit aux acquêts » (p. 24).

Une troisième conséquence, et non la moindre, vient en quelque sorte concrétiser les deux précédentes. La déconnexion entre le culturel et le religieux, qui intervient dans ce double contexte de sécularisation et d'homogénéisation à l'échelle mondiale, tend à faire apparaître le religieux comme du « pur religieux ». Certes, la tension entre foi et culture a toujours existé, mais elle s'exprimait surtout dans les moments de rupture (schisme, conversion). En revanche, la montée en pureté se trouve aujourd'hui endossée par le croyant qui voit la culture comme profane ou païenne, c'est-à-dire productrice de valeurs perçues comme contraires aux religions. Le religieux produit un nouveau mode intrinsèque d'évaluation des faits sociaux, désormais directement alignés sur la « loi de Dieu », théo-compatibles avec l'interprétation littérale des textes sacrés. Ces derniers sont par ailleurs également affectés par ce processus de déculturation en devenant des références propres de toute contingence, lessivées de toute histoire et contexte socioculturels et politiques. La pratique de la glossolalie chez les pentecôtistes constitue une illustration exemplaire de ce double processus de déculturation et purification du religieux. Sous l'influence de l'Esprit saint, les fidèles se mettent à « parler en langues », c'est-à-dire à émettre des sons qui suffisent à faire passer le message. La parole de Dieu n'a même plus besoin d'être verbalisée, c'est-à-dire de transiter par le produit culturel de la langue. Le culturel devient ici obstacle, voire ennemi du religieux. Les dogmes s'émancipent donc de leurs origines géographiques, sociales, culturelles et politiques. Le mythe du « pur religieux » est une recherche d'apesanteur, une volonté d'extraire la norme religieuse de toute morale sociale. On comprend mieux dès lors pourquoi et comment les questions relatives à la sexualité, au genre, à l'ordre biologique et social, se trouvent aisément réinvesties par cet impératif de pureté, et peuvent devenir d'inacceptables indices d'une conjuration des ennemis de la religion. Le « pur religieux » contribue ainsi à saturer l'espace public contemporain de faits religieusement réprochés, d'insultes aux croyants, manière indiscutable donc paresseuse de construire l'intolérable, et de vomir une culture contemporaine présentée comme « culture de mort » (en témoignent les récentes déplorations papales).

C'est donc cela la « sainte ignorance », le rêve d'une foi pure, sortie de sa gangue culturelle, la volonté d'effacer l'acte de naissance des religions, et la vieille utopie d'un homme nouveau, régénéré, que rien ne saurait détourner de la vérité de Dieu, et surtout le refus souvent violent de reconnaître la dimension culturelle des faits sociaux donc religieux, probablement suspecte aux yeux des fondamentalistes de rappeler constamment ce que l'invention des dieux doit aux hommes. En ces temps de religion sans culture, ce qui en soi n'est pas nouveau puisque les allers et retours

entre religion et culture ont toujours existé, le succès des religions semble lié à leur capacité à rappeler leur déculturation. Cette généralisation du « pur religieux » n'est bien entendu pas sans effet sur la sécularisation ? Celle-ci avait contribué à l'autonomie des champs culturels et religieux, notamment dans le domaine scolaire. Les madrasas du sous-continent indien enseignaient autrefois un savoir général où l'étude de la religion s'accompagnait de connaissances en littérature, langue et médecine. Aujourd'hui, ces institutions perçoivent la culture comme païenne et donc se referment sur le seul religieux. Olivier Roy montre avec beaucoup d'habileté comment le processus de déculturation du religieux se combine toutefois avec un phénomène de redécouverte des marqueurs culturels.

L'affirmation est faussement paradoxale. Le travail de globalisation et de marchandisation du religieux trouve une partie de ses compléments identitaires (comme on parle de compléments alimentaires !) dans des bricolages culturels consistant à essayer de reconnecter, mais de manière artificielle, la religion à des signes culturels (l'organisation en France par l'Église catholique de soirées de rock chrétien, le marché des produits communautaires). Ces retrouvailles du religieux et du culturel disent au moins deux choses essentielles. Première leçon : contrairement aux rêves de pureté qui souhaiteraient arracher le croyant à la vie sociale, « une communauté de foi n'est jamais et ne peut pas être une vraie société, car cette communauté suppose soit que le citoyen soit profondément et toujours religieux (ce qui ne peut pas se maintenir par la coercition et renvoie donc à l'individu), soit que le religieux soit vidé de toute sa dimension religieuse, au profit de normes extérieures. Une société, pour perdurer, ne peut reposer seulement sur de l'explicite, mais doit se construire sur de l'implicite et du non dit, même s'il y a consensus sur les valeurs dominantes » (p.145-147). C'est au bûcher de ces vanités que se sont déjà consumés nombre de Savonarole ! Et l'on pressent ici toutes les impasses et les frustrations qui vont avec que constituent ces entreprises de reconstruction du religieux. Seconde leçon : sur ce nouveau marché mondialisé et transculturel, les offres religieuses qui recueillent le plus d'adeptes aujourd'hui sont celles qui revendiquent le plus bruyamment leur désarrimage de tout contexte culturel, facilitant ainsi les pratiques de conversion à la fois collective et individuelle. De même, les religions qui ont le plus conservé de liens avec leur système culturel originel s'engagent aujourd'hui dans une « customisation » du religieux afin de le rendre mieux exportable. On le sait, convertir à l'hindouisme est pratiquement impossible sous sa forme traditionnelle, car il faudrait alors adhérer au système des castes, épouser son arsenal de prescriptions et d'interdits qui structurent encore une grande partie de la vie sociale des individus. Dès lors la marchandisation de l'hindouisme n'est rendue possible et acceptable qu'au prix d'une diversification de ses modes d'allégeance, d'une redéfinition de son prosélytisme, « reformulation explicite du système de croyance, détaché de sa culture et société d'origine tout en maintenant la touche orientale exotique qui peut séduire. Bref, pour l'exporter, il faut transformer l'hindouisme en religion » (p.220), c'est-à-dire en édulcorant les dimensions culturelles.

Il n'est pas difficile, malgré ce trop bref résumé, de reconnaître l'importance et l'intelligence de ce livre. L'analyse d'Olivier Roy interroge une actualité quotidienne, aussi bien franco-française lorsqu'il s'agit de légiférer sur des signes vestimentaires pour protéger la laïcité, qu'internationale quand il convient d'interpréter

les différentes politiques identitaires qui manipulent la religion. Mais il demeure en suspens une question que l'auteur aborde en conclusion, sans pour autant trancher, et on le comprend. Comment transmettre ? Comment réaliser la transmission de ce qui est vécu comme une expérience de rupture ? Comment rendre la religion socialisatrice si on la prive de toute dimension culturelle ? Laissons à Olivier Roy le souci du dernier mot : « Le religieux ne cesse de se recomposer, même s'il est probable qu'il a perdu son lien originel, et sans doute incestueux, avec la culture. La crise du religieux, c'est aussi une crise de la culture, mais c'est une autre histoire. L'ignorance a de beaux jours devant elle » (p. 276).

Michel HASTINGS

Institut d'Études Politiques de Lille (CEPEN)

**Karen HAGEMANN, Sonya MICHEL and Gunilla BUDDE, (eds.), *Civil Society and Gender Justice. Historical and Comparative Perspectives*, New York, Oxford, Berghalm Books, 2008, 324 pages**

Partant du constat de l'absence des perspectives de genre dans les recherches sur la société civile, et réciproquement du peu d'intérêt porté à ce concept par les théoriciennes féministes, cet ouvrage collectif, composé de seize contributions, entend selon les termes de ses coordinatrices « éclairer le projet de société civile à partir de la perspective de genre [et] développer un concept de société civile qui intègre plus systématiquement le genre » (p. 2).

Il n'est pas aisé de définir la société civile, tant ce terme est utilisé par des acteurs variés et à des fins contradictoires, et tant son sens a pu fluctuer selon les lieux et les époques, depuis son invention à la période des Lumières jusqu'à sa réémergence dans les dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle. Les recherches sur la société civile conçoivent souvent celle-ci comme l'espace de l'engagement civique situé entre l'État, l'économie et la sphère privée, et l'associent à plusieurs caractéristiques, telles que l'auto-organisation, l'action dans l'espace public, la reconnaissance de la pluralité, la non-violence ou encore l'orientation vers le bien commun (cf. la préface des éditeurs Dieter Gosewinkel et Jürgen Kocka, p. 2). Comme le soulignent plusieurs contributrices, cette définition dominante de la société civile mêle étroitement des dimensions normatives et descriptives : la catégorie désigne en effet à la fois un idéal à atteindre et une réalité empiriquement observable.

Ce sont indissociablement ces deux registres, normatif et descriptif, de la société civile, et leurs articulations – engendrement réciproque, superpositions, dissonances – qui sont soumis à l'analyse de genre dans cet ouvrage. Le dialogue engagé entre plusieurs perspectives disciplinaires (histoire, théorie politique, sociologie), l'étude d'une variété de contextes dans l'espace (Allemagne, Grande-Bretagne, Inde, Australie...) et dans le temps (du XVII<sup>e</sup> siècle à nos jours), le va-et-vient constant entre réflexions théoriques et analyses empiriques, et enfin le croisement systématique du genre avec d'autres rapports de pouvoir (notamment les rapports de classe et de race) sont autant de parti pris qui rendent cet ouvrage extrêmement riche et stimulant. La présente recension entend mettre en relief ses principaux apports en plaçant la focale sur certains chapitres, à défaut de pouvoir les traiter de manière exhaustive.

Les contributions de l'ouvrage démontrent tout d'abord à quel point la société civile s'est historiquement construite de manière « exclusive », en termes de genre, mais aussi de classe et de race. À cet égard, son fonctionnement a reproduit certains traits de la sphère politique, dont elle est, dès l'époque des Lumières, censée former l'antichambre en tant qu'espace de discussion et d'action collective entre citoyens « libres et égaux ». La société civile s'est ainsi trouvée façonnée par la dichotomie sexuée entre sphère publique et sphère privée, qui a structuré le fonctionnement politique des pays occidentaux depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, excluant les femmes des lieux politiques et rendant durablement « suspecte » leur présence dans l'espace public (Sonya Michel, p. 246). Ainsi, dans sa contribution sur l'essor de la société civile dans les îles britanniques au XVIII<sup>e</sup> siècle, Jane Rendall montre que si les femmes des classes supérieures étaient acceptées dans certains lieux publics étiquetés comme culturels (théâtres, salons...), elles ont été exclues des espaces de sociabilité plus explicitement politiques, en particulier des clubs et *coffee houses*, où se sont construites et diffusées les vertus éthiques au fondement de la société civile, telle que la « civilité » (*civility*) et la « politesse » (*politeness*).

La contribution de Manfred Gailus sur l'histoire de la politique de l'alimentation du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle en Europe montre également à quel point la formation de la société civile a été productrice d'exclusions de genre et de classe. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, et notamment pendant la Révolution française, les femmes des classes populaires ont largement participé aux émeutes de la faim, dans le prolongement de leur rôle sexué de « gardiennes du marché ». Au XIX<sup>e</sup> siècle, la construction de la figure du travailleur respectable, qui prétend participer à la société civile (syndicats, clubs, partis) et à la « politique noble » (*high politics*), s'est adossée à une dévalorisation de cette forme de protestation, souvent spontanée et violente. L'auteur montre que l'expulsion de ce répertoire à l'extérieur du spectre des actions « civilisées » a réduit de manière drastique les opportunités d'engagement des femmes des couches populaires, parallèlement exclues des arènes politiques légitimes du mouvement ouvrier (partis, clubs, syndicats...). Dans une perspective proche, Sonya O. Rose met en évidence la construction genrée de la société civile, mais en soulignant cette fois les exclusions qu'elle induit au sein même du groupe des hommes. L'auteure montre comment, en Grande-Bretagne entre la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> et la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, « la connexion étroite entre les langages de la masculinité idéale et les exigences de la citoyenneté politique » (p. 195) a exclu non seulement les femmes, mais aussi les hommes des classes populaires : la figure légitime du citoyen a été associée à la masculinité « civilisée » des classes moyenne et supérieures, définie en opposition à celle des hommes des classes populaires – représentée comme violente et incontrôlable.

Si la société civile a historiquement reproduit certaines exclusions affirmées dans la sphère politique, elle a toutefois offert précocement des opportunités d'engagement public pour les femmes, comme pour d'autres groupes minorisés. Face à la fermeture brutale du champ politique, la société civile a constitué un site de brouillage de la frontière public-privé organisant le monopole de l'espace public par les hommes et l'assignation des femmes à la sphère domestique. Étudiant le cas des femmes des classes moyennes dans l'Allemagne wilhemienne au XIX<sup>e</sup> siècle, Gunilla

Budde rappelle qu'elles sont investies en tant que mères d'un rôle d'intérêt public, celui de transmettre les valeurs éthiques et dispositions émotionnelles constitutives de la « civilité », telles que la confiance et l'empathie. Les contributions de Gisela Mettele et de Sonya Michel, qui portent respectivement sur l'Allemagne et les États-Unis au XIX<sup>e</sup> siècle, montrent que les associations philanthropiques très fortement investies par les femmes des classes moyennes et supérieures ont tenu un rôle central dans la « production » de la société civile, en réaffirmant au passage les hiérarchies de classe et de race. Cet engagement public des femmes s'est fait sous la contrainte du genre : si elles ont pu accéder à ces activités publiques, c'est au nom de qualités domestiques et morales, ce qui les a maintenues à l'extérieur de la politique légitime.

Toutefois, ces activités ont constitué de véritables « plateformes politiques » (Sonya Michel, p. 246) pour les femmes qui, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ont commencé à réclamer des droits politiques dans leur sillage, notamment au niveau municipal. L'engagement des femmes à la frontière du privé et du politique est également étudié par Belinda Davis, dans un chapitre consacré à la « politique de la table de cuisine » (*kitchen table politics*) dans l'Allemagne de l'Ouest des années 1970. Cette forme de sociabilité civique à l'intérieur du foyer, mélangeant le registre de l'intime et du public, particulièrement pratiquée par les mouvements féministes à cette période, a fourni à de nombreuses femmes des opportunités inédites d'engagement politique.

Au-delà de l'exploration de cas empiriques, l'ouvrage fournit des pistes théoriques pour une analyse de la société civile au prisme genre. L'une d'elles est le refus de l'opposition conceptuelle traditionnellement opérée entre société civile et sphère privée, qui révèle l'empreinte, dans les catégories savantes, de la dichotomie sexuée entre public et privé. Les contributions montrent en effet que les engagements civiques des femmes ont historiquement brouillé la frontière public-privé, en opérant un va-et-vient constant entre ces sphères et les valeurs qui leur sont traditionnellement associées. Plutôt que de concevoir la société civile comme un *espace* opposé de façon fixe à d'autres espaces – notamment à la famille –, plusieurs contributrices proposent d'appréhender la société civile en termes d'*acteurs* et de *logiques d'action* susceptibles de circuler d'une sphère à un autre (cf. par exemple Karen Hagemann, p.24, et Gunilla Budde, p.148). D'un point de vue méthodologique, la perspective de genre sur la société civile incite à placer la focale sur les processus de construction, de recomposition et de brouillage de ses *frontières* avec les espaces auxquels elle est censée s'opposer (notamment la famille et l'État). Enfin, l'approche en termes de genre conduit à appréhender la société civile non pas comme espace de communication et de délibération entre égaux, mais comme un ensemble de publics hétérogènes, dotés de ressources différentielles, des plus légitimes aux plus « subalternes » (terme que plusieurs contributrices empruntent à la philosophe Nancy Fraser). Ainsi, la société civile doit être pensée tout autant comme un lieu de reproduction de la domination (de classe, de genre, de race...) que comme un lieu possible de résistance à la domination.

**Laura Morales, *Joining Political Organisations. Institutions, Mobilisation and Participation in Western Democracies*, Colchester, ECPR Press, 2009, 264 pages**

L'ouvrage de Laura Morales a pour objectif de répondre à une question centrale qui occupe les politologues depuis près d'un demi siècle : pourquoi certains individus participent à la vie politique alors que d'autres ne le font pas ? Pourquoi les citoyens sont-ils plus actifs dans certaines démocraties ? Et, plus précisément, comment expliquer les différences en termes d'affiliation aux organisations politiques ? Si la question n'est pas neuve, l'ouvrage se distingue des recherches existantes par sa transversalité. Transversalité en termes d'espace et de temps d'une part : l'auteur entreprend une étude comparative ambitieuse, incluant dix-huit démocraties occidentales et portant sur le long terme. Transversalité en termes d'objet d'étude d'autre part : Morales s'intéresse à une forme de participation politique particulière : la participation organisée. Cela lui permet de créer des ponts entre participation traditionnelle (adhésion aux partis, affiliation syndicale) et participation aux nouveaux mouvements sociaux (NMS). Le caractère transversal de sa recherche se traduit enfin dans les approches mobilisées. L'auteur opère une rencontre entre différents champs : les études de la participation (souvent centrées sur des facteurs individuels), les études des mouvements sociaux, qui introduisent des facteurs de contexte pour expliquer l'engagement (rôle des organisations dans le recrutement), mais aussi des facteurs classiques des analyses en politique comparée (notamment l'approche institutionnelle). Cette rencontre entre approches n'est pas si novatrice que ce que Morales semble annoncer : P. Norris<sup>1</sup> ou M. Kaase avançaient déjà que toute forme de participation est « a result of individual predispositions and beliefs, involvement in personal networks as well as in organizational memberships, and a set of institutional conditions »<sup>2</sup>. Cependant, il est vrai que les plaidoyers en faveur d'une réconciliation des approches sont plus nombreux que les recherches empiriques s'attendant de manière effective à la tâche, en particulier dans le domaine de la participation organisée.

La structure de l'ouvrage reflète la limpidité de la démonstration. Après avoir dressé le cadre analytique de la recherche, Laura Morales revient sur l'opérationnalisation de ses concepts, la sélection des cas et des instruments de mesure. Elle consacre ensuite quatre chapitres à tester chaque facteur explicatif, pour enfin combiner ces facteurs en un modèle unique et conclure sur les implications de sa recherche.

Un premier chapitre fournit le cadre analytique ainsi que les définitions des concepts utilisés. Ce cadre analytique synthétise les facteurs retenus pour expliquer les différentiels de participation organisée dans les démocraties occidentales : les ressources et motivations des individus (niveau micro), le travail de mobilisation des organisations (niveau méso)<sup>3</sup>, et les structures d'opportunité offertes par les institutions (niveau macro). En outre, à l'inverse de beaucoup d'analyses qui pèchent

1. NORRIS P., *Democratic Phoenix: Reinventing Political Activism*, New York, Cambridge University Press, 2002.

2. KAASE M., « Mass participation », in JENNINGS M., VAN DETH J., (eds), *Continuities in Political Action*, Berlin, De Gruyter, 1989, p.25.

par leur absence de définition de la participation politique<sup>4</sup>, Morales pose les contours de son objet d'étude, tout en se reposant largement sur des définitions classiques.

Mais l'opérationnalisation de ces définitions est un défi plus large, relevé au chapitre 2. L'auteur y développe une discussion intéressante sur la manière d'opérationnaliser la notion d'organisation politique. Elle propose différentes méthodes, teste chacune d'elles avant d'opérer son choix et de le justifier sur base des résultats obtenus. Cela atteste d'une démarche scientifique honnête et rigoureuse. Elle opte pour une définition fondée sur les objectifs déclarés des organisations elles-mêmes, qui la mène à intégrer à la fois des organisations traditionnelles (partis, syndicats) et des NMS.

Cependant, au cours de sa recherche, Morales doit fréquemment isoler les syndicats des autres formes d'organisation (jusque dans son modèle synthétique final), l'effet des facteurs retenus jouant de manière différente sur ce type de participation organisée. On peut dès lors se demander si l'affiliation syndicale relève bien du même type de participation organisée que l'adhésion partisane ou la participation aux NMS. Ceci est sans doute dû au critère retenu pour identifier une organisation politique. Laura Morales opère un raccourci en assimilant l'objectif déclaré des organisations (critère retenu) aux objectifs des individus qui s'y affilient. Dans de nombreuses démocraties, l'affiliation syndicale relève davantage du service que de l'engagement politique. La distance entre objectif déclaré des organisations et de leurs affiliés est sans doute plus large dans le cas des syndicats que des autres types d'organisations étudiées par Morales, ce qui pourrait expliquer que son modèle fonctionne moins bien pour cette catégorie d'organisations.

La même rigueur ne caractérise malheureusement pas la discussion sur la mesure de la notion d'affiliation. En effet, si Morales synthétise bien le débat sur les problèmes des différentes mesures<sup>5</sup>, au moment de trancher entre mesure objective ou subjective<sup>6</sup>, elle opère son choix non pas sur base de la mesure la plus convaincante, mais bien sur la seule mesure disponible : la mesure subjective. Or, il est clairement démontré que les deux mesures produisent des résultats fortement différents. Le Tableau 1 met ainsi en évidence les disparités entre mesure objective et subjective de l'adhésion partisane.

---

3. Ces deux premiers facteurs correspondent au *Civic Voluntary Model* de Verba, Schlozman et Brady, mettant en évidence que certains citoyens ne participent pas à la vie politique parce qu'ils ne le veulent pas (motivations), ne peuvent pas (ressources) ou parce qu'on ne leur a pas demandé (mobilisation). VERBA S., SCHLOZMAN K., BRADY H., *Voice and Equality*, New York, Harper & Row, 1995.

4. VAN HAUTE E., *Adhérer à un parti. Aux sources de la participation politique*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2009.

5. Ce problème de critère pour mesurer l'affiliation est discuté dans MAIR P., VAN BIEZEN I., « Party Membership in Twenty European Democracies: 1980-2000 », *Party Politics*, 2001, vol.7, n°1, p.6.

6. La mesure objective de l'affiliation se base sur des données fournies par les organisations elles-mêmes, alors que la mesure subjective consiste à demander aux individus s'ils sont affiliés à une organisation.

Tableau 1 : Comparaison entre mesure objective et subjective de l'adhésion partisane<sup>7</sup>

	Source*	Fin des années 1980
Belgique	M & VB	9.15
	EVS	5.76
Danemark	M & VB	5.88
	EVS	6.50
Italie	M & VB	9.10
	EVS	5.23
Pays-Bas	M & VB	3.19
	EVS	9.80
Suède	M & VB	8.00
	EVS	10.12

\* Les données correspondent au % d'adhérents en rapport avec l'électorat (Mair & Van Biezen) ou en rapport avec le total de la population adulte (EVS - *European Value Survey*).

Si la mesure objective de l'affiliation pose certains problèmes, on peut néanmoins se demander si la mesure subjective utilisée par Morales ne comporte pas des biais importants, les individus pouvant avoir une conception variable de ce que recouvre le fait d'être « affilié » à une organisation, en particulier dans des contextes et pays différents. Dès lors, il est dommage que l'auteur n'ait pas opéré la même évaluation rigoureuse des différentes méthodes à sa disposition et élude la question sous couvert de l'argument de faisabilité. Après ces discussions méthodologiques, le chapitre retrace l'évolution sur le long terme de la participation organisée dans les démocraties occidentales. Morales met en évidence de fortes variations entre pays (objet principal de sa recherche). Elle rejette l'hypothèse d'un déclin clair de la participation organisée (à l'exception de l'adhésion partisane)<sup>8</sup>. Ce faisant, l'auteur distingue trois idéaux-types de structure de la participation politique organisée, ce qui constitue sans doute l'apport principal du chapitre (modèles typiques des pays d'Amérique du Nord, des pays scandinaves et d'Europe du Nord, et des pays d'Europe du Sud).

Le reste de l'ouvrage correspond au test progressif de son modèle explicatif. Le chapitre 3 analyse le poids des variables sociologiques traditionnelles (diplôme, revenus, classe sociale, âge, genre, situation familiale, origine géographique et pra-

7. Tiré de MARIEN S., QUINTELIER E., « Trends in Party Membership in Europe », in VAN HAUTE E., (ed), *Party Membership in Europe*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, à paraître 2009.

8. Cela la relie au débat général sur le déclin de la participation, opposant l'hypothèse de déclin ou de la mutation de la participation. Voir notamment PERRINEAU P., *L'engagement politique. Déclin ou mutation*, Paris, PFNSP, 1994; NORRIS P., *op. cit.*, 2002.

tique religieuse), mais aussi le poids des variables d'attitudes (intérêt pour la politique, sentiment d'efficacité, confiance, niveau d'information, discussions politiques) pour expliquer la participation organisée. Ses résultats mettent en évidence le poids important des ancrages sociaux et l'effet marginal des attitudes. Surtout, le chapitre insiste lourdement sur le fait que le modèle basé sur les facteurs individuels est insuffisant pour expliquer les variations observées entre les démocraties étudiées. Ce chapitre a le mérite de confirmer ces modèles classiques, largement testés empiriquement pour la participation politique en général, mais pour la participation organisée cette fois. Cependant, assez curieusement, Morales ne mobilise pas la littérature portant sur la forme traditionnelle de participation organisée par excellence : l'adhésion aux partis<sup>9</sup>. Cette littérature aurait pu constituer une base solide pour dépasser la simple accumulation de facteurs explicatifs individuels.

Le chapitre 4 est sans doute le moins cohésif de l'analyse, même s'il contient les éléments les plus originaux de la recherche. Il revient d'une part sur les mécanismes menant à la traduction des effets de contexte (mobilisation et institutions) sur les comportements individuels (décision de rejoindre une organisation politique). Cette section est particulièrement intéressante pour comprendre comment éviter un piège classique des études comparatives : l'erreur écologique. La seconde partie du chapitre est consacrée à l'effet des réseaux interpersonnels et de la socialisation. La prise en compte de ces facteurs présente sans conteste davantage d'originalité que le chapitre précédent. Cependant, la littérature étant moins prolifique et les données moins nombreuses, Morales ne peut se reposer sur un cadre existant. Cela se ressent dans l'analyse, et cette partie du modèle ne peut être testée de manière aussi approfondie et rigoureuse que les autres facteurs retenus. Cependant, Morales est consciente de cette faiblesse relative et plaide pour un approfondissement des recherches dans ce domaine.

Le chapitre 5 analyse la manière dont les processus de mobilisation affectent la participation organisée. À nouveau, cette approche est moins balisée dans la littérature, et Morales se trouve face à un manque de données. Elle choisit de travailler sur trois indicateurs. Deux de ces indicateurs frisent l'argument tautologique : la mobilisation directe (mesurée par l'étendue des infrastructures existantes, soit le nombre de sections locales de partis par 1000 habitants), et l'ancrage historique des partis et syndicats. Il peut paraître problématique de constater que là où les sections locales sont les plus nombreuses, le nombre d'adhérents est plus élevé. De même, elle constate une forte corrélation entre présence dense des partis et des syndicats après la seconde guerre mondiale et la situation en 1990.

Si ces résultats démontrent la constance de la mobilisation dans le temps (ce qui avait déjà démontré dans le chapitre 2), ils permettent difficilement d'expliquer pourquoi on retrouve ces variations dès l'après-guerre. Enfin, l'indicateur de mobilisation indirecte à travers la mobilisation cognitive (mesurée par le degré de polarisation

---

9. P. Seyd et P. Whiteley ont ainsi travaillé sur un modèle explicatif combinant le modèle fondé sur les ressources, le modèle socio-psychologique reposant sur les attitudes, et le modèle basé sur les motivations inspiré du choix rationnel. WHITELEY P., SEYD P., « Rationality and Party Activism: Encompassing Tests of Alternative Models of Political Participation », *European Journal of Political Research*, 1996, vol.29, n°2, p.215-234

idéologique des citoyens et du système sur l'axe gauche-droite) présente des résultats plus intéressants (relation positive entre polarisation et mobilisation) bien que les données mobilisées soient parfois surprenantes, notamment pour le cas belge.

Le chapitre 6 examine l'impact des facteurs institutionnels à l'aide d'indicateurs classiques, ce qui rend à nouveau la démonstration plus convaincante bien que moins originale. Morales identifie trois types de facteurs : l'accessibilité du système, la fragmentation des élites, et la porosité de la prise de décision. Les résultats pour l'accessibilité du système (mesurée par le niveau de décentralisation et le degré de permissivité des outils de démocratie directe) sont peu concluants. En revanche, l'auteur met en évidence que le degré de fragmentation des élites (compétition centrifuge mesurée par le nombre de partis au parlement) et la porosité de la prise de décision (mesurée par un index de corporatisme) favorisent tous deux la participation organisée.

Enfin, le chapitre 7 opère une synthèse des facteurs étudiés dans un modèle unique, combinant les variables individuelles et de contexte (mobilisation et institutions). Morales met en évidence comme résultat principal que les différences en termes de niveau de participation organisée entre démocraties ne peuvent s'expliquer uniquement par des facteurs individuels. Elle souligne le rôle des structures d'opportunités qui effacent le poids des facteurs individuels et réduit donc les inégalités (socio-économiques, éducation) face à la participation. Elle isole principalement l'effet du corporatisme et du nombre de partis au parlement. Dans sa conclusion, Morales opère un glissement subtil vers le prescriptif, soulignant qu'il est possible et important pour la démocratie d'augmenter les niveaux de participation organisée en optant pour des institutions qui favorisent plutôt que découragent la participation organisée. Elle plaide pour que l'on cesse de porter le blâme de la faiblesse de la participation sur les individus et que l'on mène un débat sur la réforme des institutions.

Tout au long de sa démonstration, l'auteur fait preuve d'une grande clarté, présentant la littérature relative aux approches mobilisées et les hypothèses qui en dérivent, revenant systématiquement sur les définitions des concepts utilisés, effectuant des synthèses fréquentes des résultats intermédiaires. Cela rend l'ouvrage très pédagogique et accessible malgré le haut niveau de la démonstration. Les apports principaux de son travail résident dans la confirmation des modèles basés sur les facteurs individuels pour la participation organisée, dans l'intégration des facteurs contextuels, et dans la démonstration que ces facteurs réduisent les inégalités individuelles. Plus que les résultats en tant que tels, c'est la manière d'y arriver qui est exemplaire. Morales discute et teste un nombre impressionnant d'hypothèses, ce qui fait de son ouvrage un travail à la fois riche et dense.

Émilie VAN HAUTE  
Université Libre de Bruxelles (CEVIPOL)  
Visiting Fellow, University of British Columbia

**Jean-Michel DE WAELE et Daniel-Louis SEILER, (dir.), *Les partis agrariens et paysans en Europe*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2009, 228 pages**

Les recherches académiques sur les partis agrariens sont trop rares, notamment en langue française, pour ne pas se féliciter de la parution de cet ouvrage, issu d'un colloque international tenu à l'IEP d'Aix-en-Provence.

Trois raisons essentielles peuvent être avancées pour expliquer ce désintérêt. La première concerne la très inégale répartition territoriale de ces formations qui ont eu une fâcheuse tendance à se développer historiquement sur les franges géographiques de l'Europe, plus précisément sur ses marges septentrionales et orientales, délaissant les principaux pays acteurs des grandes transformations historiques, politiques et économiques du continent.

L'analyse des partis agrariens a également souffert du reflux séculaire du monde rural face aux développements de l'industrialisation et de l'urbanisation qui ont affecté la plupart des pays européens occidentaux. La ruralité, à tort ou à raison, fut dès lors perçue comme un monde en disparition, le conservatoire des traditions et des contre-révolutions. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'histoire européenne, mais aussi nombre de courants historiographiques, sont portés par la dynamique émancipatrice de la classe ouvrière et par le rôle des partis de masse qui ont cherché à l'encadrer et la diriger. Sauf à de rares exceptions, la figure du paysan s'est démonétisée au profit de celle du prolétaire. La troisième difficulté qui a freiné la connaissance des partis agrariens tient à leur profonde diversité. Réunis habituellement sous une même catégorie, leur étude monographique laisse toutefois entrevoir des trajectoires de développement singulières, des corpus programmatiques très variés et des positionnements au sein des systèmes partisans nationaux extrêmement divers.

On l'aura donc compris, l'ouvrage dirigé par Jean-Michel De Waele et Daniel-Louis Seiler, deux des meilleurs connaisseurs contemporains des paysages partisans européens, vient à point combler une importante lacune des sciences politiques. Il serait fastidieux et vain de vouloir résumer chaque contribution et de prétendre parcourir au pas de charge les scènes moldave, lettone, germanique et roumaine. On ne se risquera donc pas dans le maquis de ces formations à l'espérance de vie parfois très faible, à la nomenclature constamment changeante. Il nous semble plus pertinent de mettre l'accent, en les discutant, sur les principaux apports de cet ouvrage collectif.

La première leçon concerne l'importance qu'il convient d'accorder dans l'analyse de ces formations non seulement aux conditions historiques de leur émergence et de leur développement, mais aussi aux données à la fois économiques, sociales et culturelles des sociétés agraires qui les ont vues naître. La création des partis agrariens, leurs succès ou leurs limites doivent en effet être rapportés aux structures les plus profondes du monde paysan : le régime de la propriété foncière, le statut du paysan, la présence ou non de la féodalité, les conditions de la politisation dans le monde rural, les liens entre systèmes agraires et systèmes familiaux, les instances et modalités de sociabilité et d'éducation, etc. Ces matrices rurales condensent de formidables héritages culturels et sociaux qui parlent de la manière dont se sont agencés dans le temps long les rapports de domination entre les hommes, la façon

dont se sont organisés les échanges commerciaux et culturels, et dont enfin se sont construits les représentations et les imaginaires de la terre et des fruits de son exploitation.

Avec les partis agrariens, nous rencontrons une autre temporalité que celle des partis ouvriers. Ces formations apparaissent alors que les mémoires de la ruralité ne se sont pas encore évanouies. Souvenons-nous, dans une toute autre échelle, André Siegfried, dans son célèbre *Tableau politique de la France de l'Ouest*, s'était déjà penché sur ses corrélations fondatrices entre le géologique, le social et le politique. Il aimait à rappeler, dans des formules passées à la postérité, que l'opinion politique était travaillée par le tellurique, et qu'entre les deux toute une chaîne de structurations sociales se trouvait déterminée par le rapport au travail de la terre. Plus récemment, Emmanuel Todd, dans *L'invention de l'Europe*, s'est également employé, non sans une certaine superficialité, à sonder l'épaisseur anthropologique des nations et de leurs institutions politiques. Les partis agrariens doivent donc se comprendre comme des précipités de ces conditions historiques d'évolution des sociétés agraires. Bien souvent, leur acte de naissance accompagne des mutations profondes, perturbatrices de l'ordre rural traditionnel. Même si tous les partis agrariens et paysans ne sont pas réactionnaires ni même conservateurs, ils se constituent le plus souvent dans le cadre d'une ruralité confrontée aux dynamiques de la modernisation, hésitante dans ses conduites et ses résistances. Ce rapport substantiel à l'histoire sociale et économique permet également d'associer la connaissance des partis agrariens aux grandes fresques socio-historiques qui ont analysé la grammaire des États nations européens. On pense ici bien entendu aux travaux de Perry Anderson, Barrington Moore, Immanuel Wallerstein ou Theda Skocpol dont les longues généalogies retracent le cheminement complexe des relations entre centres et périphéries, celui de l'étatisation progressive des sociétés agraires et des processus tumultueux de la différenciation politique. Loin de tout folklorisme campagnard, ces partis agrariens ont été, notamment dans les pays d'Europe du nord, des acteurs fondamentaux des dynamiques de démocratisation (lutte en faveur du suffrage universel par exemple). Il reste beaucoup à apprendre, et les différents chapitres qui nous sont ici offerts, sont évidemment trop lapidaires sur l'influence de ces épaisseurs sociohistoriques.

Le second intérêt de cet ouvrage réside dans la richesse des informations qu'il nous livre concernant les différentiels d'institutionnalisation qui caractérisent les partis agrariens européens. En effet, nombre de ces formations ont connu, et connaissent encore, des vies à éclipse, des alternances rapides de succès et d'anéantissement, des surprises électorales et des défaites retentissantes. C'est surtout vrai d'ailleurs dans les pays d'Europe centrale et orientale où les changements de régime n'ont pas permis à ces formations d'entretenir et de cultiver leur filiation et leur génétique, au sens d'Angelo Panebianco. L'institutionnalisation renvoie à plusieurs dynamiques. Dans une perspective sociologique, elle se réfère aux capacités d'organisation et de structuration en vue de la conquête et de l'exercice du pouvoir politique. Ce qui suggère bien entendu que les partis agrariens puissent adopter dans le jeu institutionnel national un positionnement compétitif. Ce dernier dépend lui-même des règles électorales, des seuils de représentation, des stratégies d'alliance, des formes de leadership.

L'exemple le plus probant est celui des agrariens suédois dont on oublie parfois combien ils ont contribué non seulement à la nationalisation et à la démocratisation de la politique en Suède à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, mais aussi à la modélisation de l'État providence nordique. En effet, les grandes coalitions rouges-vertes des années 1930 ont permis de consolider et de légitimer ce que certains auteurs ont nommé la social-démocratisation du régime. D'ailleurs, nombre de formules comme le célèbre *Folkhemmet* (maison du peuple) trouvent leurs origines dans la culture communautaire et ruraliste des premiers agrariens. Même si les partis agrariens suédois ont joué depuis quelques décennies un rôle de pendule en monnayant leur soutien à des gouvernements aussi bien de gauche que de droite, ils n'en demeurent pas moins bien installés comme parti centriste dans le système pentapartite scandinave (à l'exception notable du Danemark). Ce rapport à l'ancienneté, dont Kenneth Janda a montré qu'il constituait un critère important quoique non suffisant de l'institutionnalisation, explique a contrario les vicissitudes rencontrées par les partis paysans de l'Europe orientale. L'expérience des régimes communistes, les modalités de la transition démocratique, les profondes transformations socioéconomiques de ces sociétés ont dessiné la plupart du temps une histoire en pointillés de l'agrarianisme politique et syndical. Il explique par exemple les reconversions idéologiques ou les recyclages thématiques des programmes politiques. La défense des intérêts du monde rural s'efface souvent ainsi au profit d'une thématique populiste plus globale, offrant l'opportunité pour ces formations de dénoncer la corruption des élites et leur mépris des petits. L'anticommunisme peut également constituer la ressource programmatique principale de ces partis au risque de voir se dissoudre leur identité originelle.

Et c'est d'ailleurs la troisième leçon de cet ouvrage que de nous montrer, les formidables recompositions sociologiques des électorats, leur mobilité extrême, le recrutement de plus en plus diversifié des élites nationales et locales, bref d'une certaine manière la déruralisation des partis agrariens. Certains continuent il est vrai d'entretenir un discours référencé au monde paysan, mais la plupart d'entre eux cherchent à se reconstruire dans les niches des systèmes partisans nationaux. Ici, il deviendra centriste et pourra ainsi occuper la position enviée de faiseur de gouvernement ; là, il se rapprochera de la démocratie-chrétienne afin d'endosser un nouveau segment social et culturel ; ailleurs, il choisira le groupe libéral au Parlement européen.

Devant tant d'identité trouble, certains pourraient se convaincre du déclin de la pertinence explicative du clivage urbain/rural présenté par Stein Rokkan et Seymour Lipset qui pourtant est considéré comme l'un des plus opératoires pour comprendre les configurations des systèmes partisans en l'Europe centrale. Comme le montrent bien de nombreuses monographies contenues dans ce livre, le monde rural, certes fragilisé par un recul de ses effectifs et par la brutalité de certaines réformes politiques agricoles, n'en continue pas moins d'apparaître encore comme un réservoir électoral important que la plupart des formations cherchent désormais à conquérir. La problématique des changements dans les partis agrariens repose donc sur un paradoxe : d'un côté, il y a nécessité pour ces partis agrariens d'ouvrir les bases électorales au-delà du monde paysan ; de l'autre, une telle ouverture emporte le risque de favoriser des stratégies de désalignement de la part de populations rurales prêtes à

se laisser séduire par des programmes moins monothématiques. A la fois buttes témoins d'un passé pas si lointain, et agent modernisateur d'une scène politique en pleine mutations, la famille des partis agrariens est donc bien plus hétéroclite que la dénomination commune semble le dire. Et c'est l'un des intérêts les plus appréciables de cet ouvrage que de poser les premières pierres d'un chantier en devenir.

Anna RYCMAN  
École Internationale de Science Politique  
Katowice, Université de Silésie